



































































































occasionner au projet. Les GPs ont demandé des garanties de gestion suffisamment souple afin que la bureaucratie ne ralentisse pas trop l'exécution des projets. Le Recteur ainsi que les autorités académiques (Directeur de Département financier et le directeur de la DiCyt) ont affirmé que la gestion ne donnera pas de problèmes supplémentaires. Le GP belge a alors demandé que le Recteur envoie une note avec le nouveau numéro de compte à la CUD.

Les craintes de GP se sont réalisées : Le nouveau numéro de compte n'est arrivé à la CUD qu'au courant de mois de juin 2010. Le premier versement a été réalisé au courant de mois de juillet 2010. Mais ce n'est qu'au mois d'août que les règles des procédures et de signatures des commandes ont été publiées et donc ce n'est qu'à partir de ce mois que les démarches pour les premières commandes ont été effectuées. L'immense bureaucratie de ces démarches touche le plus à des projets de recherche qui nécessite commande de matériel et engagement de personnel. Ce système détourne près de la moitié du temps des promoteurs des projets de recherches vers les démarches bureaucratiques kafkaïennes.

2/ Afin de mieux comprendre ce qui suit, il faut avoir à l'esprit que par habitude de la UMSS, le gestionnaire de la CUI est le directeur de la DiCyt. Ce directeur est une fonction politique, il est nommé par le recteur en fonction de ses mérites que la personne a dans le succès d'élection du recteur. Du fait, les directeurs qui se sont succédé jusqu'au 2011 ne se sont pas intéressés à la CUI et ont laissé la gestion à une cellule administrative (dirigée par Wilma Gomez qui suivi de nombreuses formations administratives à la CUD). Wilma Gomez travaillait directement sous l'autorité de Faustino Torrico, le responsable académique de la CUI. En 2011, un nouveau recteur Lucio Gonzales, a nommé comme directeur de la DiCyt Guillermo Bazoberry. Celui-ci voulait progressivement reprendre la gestion effective de la CUI, mais sans connaître ni les processus ni les démarches. Il est entré donc en conflit de plus en plus intense avec Faustino Torrico, le responsable académique. Donc depuis 2011 les deux composants de l'EC boliviens sont en conflit. Ce conflit s'est accentué depuis 2013, quand Guillermo Bazoberry a proposé pour le P4 de la CUI un groupe composé essentiellement de lui et de ses employés à la DiCyt, sans faire appel à aucun des RA expérimentés par les programmes précédents de la CUI. Cette rupture avec l'équipe expérimentée qui fonctionnait bien vers une équipe inexpérimentée mise en place par des manœuvres purement politiques met bien sûr en péril la pérennisation des acquis des CUIs précédents.

En effet, la qualité professionnelle, l'expérience européenne, l'expérience pratique des projets de recherche ainsi que la maîtrise du français des RAs boliviens de P3 ont grandement contribué au succès indéniable de P3. Se priver de toute cette expérience et de ce professionnalisme en faveur de l'intérêt purement politique pour la CUI future revient à une mise au temps zéro de la coopération.

Le dernier point de difficulté tient son origine dans la convention qui signaient les boursiers des maîtrises de la CUI. Dans cette convention, dont nous n'avons pas connaissance au GP, il y a un point qui stipule que si l'étudiant ne réussit pas son année il doit rembourser la bourse qu'il a reçue. Mais, de fait l'étudiant ne reçoit pas une bourse, l'argent de la CUI 3000 USD par an et par étudiant est versé au « postgrado » facultaire au titre de la « matricula ». Donc l'étudiant ne doit pas payer l'inscription à la UMSS mais ne voit pas un dollar de cette somme. Jusqu'au 2013, aucun des responsables des maîtrises n'a réclamé ce « remboursement » à un étudiant qui n'aurait pas terminé sa maîtrise. D'autre part, la très grande majorité des étudiants ont terminé avec le succès leur maîtrise. Hélas, en 2013, Jorge Rojas, responsable de la maîtrise UMSO3M03 (*« Maîtrise en conservation et gestion des ressources phylogénétiques et biotechnologies végétales appliquées »*) a commencé à réclamer les 6000 USD (pour deux ans) à plusieurs étudiants de sa maîtrise. Les menaçant par les avocats et par le procureur s'ils ne paient pas. De plus près la moitié de ses étudiants ont été busés dans leur deuxième année. Une autre chose inhabituelle : il a demandé à ces étudiants malgré qu'ils fussent des boursiers complets pour la « matricula » un supplément de 1000 USD par an. Les deux GP ont demandé à l'unanimité à Jorge Rojas qu'il arrête de poursuivre les étudiants. Il répondait qu'il le faisait à la demande de l'avocat de la UMSS. Quand on demandait à l'avocat de la UMSS il répondait qu'il recevait des ordres de Jorge Rojas pour le faire. L'EC belge a alors écrit le 9 décembre 2013 au recteur Lucio Gonzales pour ce chantage sur les étudiants s'arrête. Nous n'avons jamais reçu une réponse du recteur à notre lettre mais apparemment le harcèlement des étudiants par les avocats s'est arrêté, sans que toutefois les étudiants reçoivent un document officiel qui ne doivent pas payer la somme réclamée par le « postgrado » de la Faculté d'Agronomie.

En conclusion la UMSS possède un très grand potentiel académique. Malheureusement des règles administratives absurdes instaurées durant le P3 freinent le développement de la recherche. En plus, le système politique peut amener au poste responsable une personne totalement incompétente et néanmoins désireuse de tout diriger. D'autre part, il faut rester vigilant sur les dérives possibles des certains responsables.